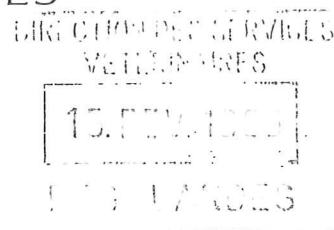


PREFECTURE DES LANDES

**DIRECTION de l'ADMINISTRATION
GENERALE et de la REGLEMENTATION**



2ème Bureau

Poste Tél. : 58.06.59.15

PR/DAGR/1995/ n° 735

ED/ LN

LE PREFET DES LANDES
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 (relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) modifiée,

VU la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 (relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux) modifiée,

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 sur l'eau, modifiée

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux Installations Classées pour la protection de l'environnement,

VU la demande présentée par la S.A les Salmonidés d'Aquitaine en vue d'obtenir l'autorisation de régulariser à CASTETS, une pisciculture de grossissage de truites, d'une production de 230 à 250 tonnes par an.

VU les plans des lieux,

VU le certificat constatant la publication et l'affichage de cette demande pendant un mois dans la commune de CASTETS,

VU le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle il a été procédé,

VU l'avis du Commissaire-Enquêteur,

VU l'avis de M. l'Inspecteur des Installations Classées,

VU l'avis des services consultés,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 5 décembre 1995,

CONSIDERANT qu'il résulte de l'instruction à laquelle il a été procédé, que l'autorisation peut être accordée sous certaines réserves ayant pour but de sauvegarder l'hygiène et la sécurité publique,

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Landes,

ARRETE

Article 1: La Société « Les Salmonidés d'Aquitaine », dont le siège est à CASTETS, est autorisée à exploiter sur la commune de CASTETS une pisciculture d'une capacité de production de 330 tonnes par an.

Article 2: Cette activité relève des rubriques suivantes de la nomenclature des Installations Classées pour la protection de l'environnement :

2130-1 : Salmonicultures d'eau douce, la capacité de production étant supérieure à 10 tonnes par an : **autorisation**

Article 3: L'installation sera située, installée et exploitée conformément aux plans et dossiers joints à la demande d'autorisation, sous réserve du strict respect des prescriptions suivantes

Article 4: Un système permettant de retenir au minimum 60 % des matières en suspension présentes dans le rejet de la pisciculture sera mis en place avant le 1er Juin 1996.

Les boues issues de ce système d'épuration seront traitées par compostage, puis épandues sur des terres agricoles, conformément aux engagements de l'exploitant.

Tout autre mode d'élimination devra être préalablement soumis à l'accord du service d'Inspection des Installations Classées.

Un registre tenu en permanence à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées permettra de connaître les quantités de boues expédiées vers le centre de compostage ou tout autre lieu de traitement ou d'épandage.

En cas d'épandage agricole, la quantité maximale d'azote total épandue par hectare ne pourra excéder 200 kg par an. Le registre susmentionné indiquera en particulier les dates d'épandage, les parcelles concernées et les quantités de boues épandues.

Avant le 1er Septembre 1996, l'exploitant adressera à la Préfecture des Landes un rapport relatif à la mise en place du système d'épuration. Ce rapport comportera les pièces suivantes:

- notice décrivant les caractéristiques techniques de l'équipement mis en place
- notice relative au coût et au mode de financement de l'équipement d'épuration
- résultat de la première campagne de mesures de trois jours réalisée selon les modalités prévues à l'article 6
- bilan précisant les quantités de boues récoltées, la composition de ces boues (teneur en matière sèche, azote total et phosphore), les modalités mises en place pour leur stockage et leur élimination

Article 5: L'exploitation de la pisciculture devra permettre de respecter en permanence et simultanément les exigences suivantes:

- les teneurs en DB05, ammoniacque et oxygène dissout ne devront en aucun cas être supérieures aux valeurs suivantes, 50 mètres en aval du point de rejet de l'effluent traité:

- * ammoniacque : 1 mg/litre
- * DB05: 5 mg/litre
- * oxygène dissout: 70 % du taux de saturation
7 mg/litre

- dès la mise en place du dispositif de filtration, la différence de charge en matières en suspension entre le canal d'amenée et le canal de restitution au cours d'eau ne devra pas excéder 3 mg par litre en moyenne sur 24 heures, à l'exception des périodes de vidange des bassins. Pendant ces périodes, le taux d'épuration de 60 % devra cependant être maintenu

Article 6: L'exploitant est tenu de faire effectuer à ses frais les mesures d'autocontrôles suivantes:

- une fois par semaine, à 50 mètres en aval du rejet : mesure de la température de l'eau, de la teneur en oxygène dissout et du Ph

- une fois par jour du 1er Juin au 31 Octobre et une fois par semaine du 1er Novembre au 31 Mai : mesure de la teneur en ammoniacque aux points suivants: canal d'amenée alimentant la pisciculture, 50 mètres à l'aval du rejet

- une fois par an, sur une période de trois jours consécutifs entre le 1er Juin et le 31 Octobre, réalisation d'une campagne de mesures par un laboratoire agréé.

Pendant cette période, les paramètres suivants: M.E.S., DB05, NH4+, devront être mesurés aux points suivants: effluent avant épuration, effluent après épuration, cours d'eau 50 mètres à l'aval du point de rejet.

- une année sur deux, une opération de vidange d'un des bassins principaux devra être réalisée pendant cette campagne de mesures.

L'inspecteur des installations devra être informé au moins 8 jours à l'avance des dates retenues pour la campagne de mesures.

- une fois par an, une analyse des boues issues du système d'épuration devra être effectuée. Elle portera sur les paramètres suivants: teneur en matières sèches, teneur en azote total et en phosphore (P205).

Article 7: Un dispositif de lecture directe du débit réservé sera mis en place avant le 1er Juin 1996.

Le débit total du cours d'eau est mesuré par le pisciculteur une fois par mois et consigné dans un registre.

Article 8: Une fois par an, au cours du mois de janvier, un bilan annuel des données relatives à l'exploitation de la pisciculture est réalisé et adressé à l'Inspecteur des Installations Classées. Il comprend les éléments suivants:

- quantité de poissons produite
- quantité d'aliments distribuée
- quantité de boues produites par le système d'épuration et résultat de l'analyse de ces boues
- résultats de la campagne de mesures de 3 jours
- résultats des mesures mensuelles de débit du cours d'eau

Article 9: Une échelle à poissons, réalisée conformément aux prescriptions du Conseil Supérieur de la Pêche, sera mise en place au niveau du barrage. Elle sera alimentée en permanence par un débit réservé égal à 10 % du débit moyen interannuel. Ce débit est fixé initialement à 50l/s, il sera éventuellement réévalué en fonction des mesures de débit prévues à l'article 7 et du bilan prévu à l'article 8 du présent arrêté. Ce dispositif de franchissement sera mis en place avant le 1er Juin 1996.

Article 10: Les bassins où sont entretenus les salmonidés devront être établis en matériaux compatibles avec une vie normale de l'espèce concernée; les moyens de nettoyage et de désinfection seront en rapport avec les particularités de construction des bassins.

En outre, les bassins seront établis de telle manière qu'ils pourront être à volonté complètement isolés de la rivière et des autres bassins, tant en amont qu'en aval, pour être vidés nettoyés et désinfectés, sans qu'ils puissent en résulter des conséquences susceptibles de nuire à la vie aquatique de la rivière située en aval de l'établissement.

Article 11: Des dispositifs seront mis en place en amont et en aval de façon à interdire la pénétration de la faune piscicole sauvage dans l'installation, celle-ci devant constituer un enclos piscicole.

Article 12: Les bassins où sont entretenus les salmonidés seront alimentés en eau courante pour assurer de manière très satisfaisante la vie en bon état de santé des sujets élevés.

Ils seront régulièrement nettoyés et entretenus pour éviter toute accumulation de vases ou de matière organique fermentescible et notamment de déchets d'aliments et le cas échéant de poissons morts.

Toutes dispositions seront prises pour éviter la présence et la pullulation de mouches et de rongeurs autour des bassins.

Article 13: Les installations électriques seront réalisées selon les prescriptions de la norme C 15100 relative aux locaux humides présentant des risques d'incendie.

Article 14: Un plan de dératisation sera mis en place, tout particulièrement au niveau de la zone de stockage des aliments.

Article 15: Sont interdits l'introduction, le dépôt, l'utilisation des viandes, abats, issues, provenant de cadavres d'animaux et d'une manière générale de tous produits d'équarrissage non préalablement traités par un procédé de stérilisation conforme à la réglementation en vigueur.

Article 16: Les poissons morts, les déchets provenant de la préparation des aliments, les déchets provenant du nettoyage des bassins et des grilles et d'une manière générale, tous déchets organiques provenant de l'établissement devront être régulièrement recueillis chaque jour dans des containers étanches.

Aucun de ces déchets ne devra être rejeté ni déposé sur le bord des bassins ni dans les cours d'eau.

Ils seront enlevés au moins une fois par jour et livrés à l'équarrissage.

Les récipients seront nettoyés et désinfectés aussitôt après usage.

Article 17: Le personnel employé dans l'établissement prendra toutes dispositions utiles pour éviter l'introduction, le développement et la dissémination d'agents pathogènes.

Le matériel, les instruments utilisés habituellement dans l'établissement et notamment les filets employés pour la capture des poissons doivent être nettoyés et désinfectés régulièrement.

Article 18: L'exploitant de l'établissement doit veiller à ce que les règles d'hygiène prévues ci-dessus soient connues et observées par le personnel de l'exploitation.

Toutes dispositions seront prises pour assurer la sécurité du personnel employé dans l'établissement.

Article 19: Le niveau sonore des bruits émis par les équipements ne devra pas être de nature à troubler la tranquillité du voisinage conformément à l'instruction relative au bruit des Installations Classées (arrêté ministériel du 20 Août 1985).

Article 20: Les conditions ci-dessus ne peuvent en aucun cas ni à aucune époque faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le livre II du Code du Travail et les décrets réglementaires pris en exécution du dit livre dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

Article 21: Les droits des tiers sont expressément réservés.

Article 22: L'exploitant devra se soumettre à tout moment, à la visite de son établissement par l'Inspecteur des Installations Classées.

Article 23: Tout transfert sur un autre emplacement, toute extension, toute transformation ou tout changement des procédés de fabrication entraînant des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la Loi du 19 Juillet 1976 susvisée doit faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Article 24: L'arrêté d'autorisation cessera de produire effet si l'installation classée n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeur.

Article 25: Une ampliation du présent arrêté et des annexes sera déposée dans les Mairies de CASTETS et TALLER.

Article 26: Monsieur le Maire de CASTETS est tenu de faire afficher à la Mairie, pendant une durée minimum d'un mois, un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise.

Le même extrait sera affiché, en permanence et de façon lisible, dans les locaux de l'établissement.

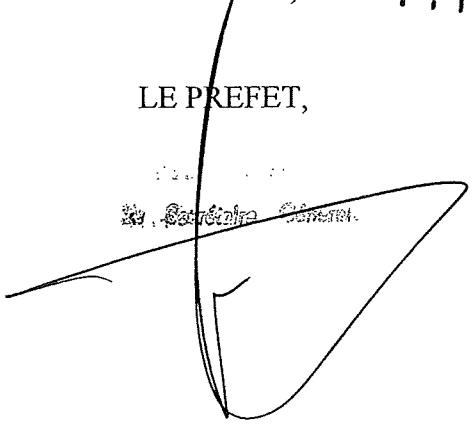
Un avis sera inséré par mes soins et aux frais de la société « Les Salmonidés d'Aquitaine » dans deux journaux locaux.

Article 27 : - Messieurs le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet de DAX, les Maires de CASTETS et TALLER, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à la Société les Salmonidès d'Aquitaine.

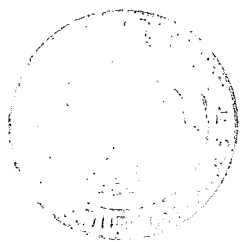
Fait à MONT-de-MARSAN, le 14 FEV. 1996

LE PREFET,


~~M. Secrétaire Général~~



Jean-Marc FALCONE



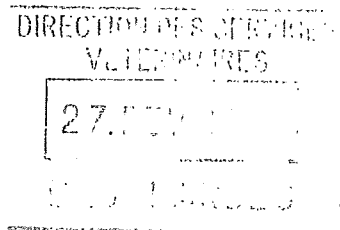
Pour ampliation
Le Chef de Bureau,


C. TOUTON

PREFECTURE DES LANDES

**DIRECTION de l'ADMINISTRATION
GENERALE et de la REGLEMENTATION**

2ème Bureau
Poste Tél. : 58.06.59.15
PR/DAGR/1994/ n° 58
ED/ PB



LE PREFET DES LANDES
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 (relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) modifiée,

VU la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 (relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux) modifiée,

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 sur l'eau, modifiée,

VU la loi n° 92-3 du 3 Janvier 1992 sur l'eau,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté préfectoral du 14 Février 1996 autorisant la S.A. « les Salmonidés d'Aquitaine » à régulariser à CASTETS, une pisciculture de grossissage de truites d'une production de 230 à 250 tonnes par an,

VU la demande de la S.A. les Salmonidés d'Aquitaine en date du 22 Janvier 1996, relative à la mise en place d'une citerne de stockage d'oxygène,

CONSIDERANT qu'il résulte de l'instruction à laquelle il a été procédé, que l'autorisation peut être accordée sous certaines réserves ayant pour but de sauvegarder l'hygiène et la sécurité publique,

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Landes,

.../...

ARRETE

Article 1er : La Société « Les Salmonidés d'Aquitaine » à CASTETS, est autorisée à exploiter un dépôt d'oxygène liquide d'une capacité de 7500 litres, sur le site de la pisciculture qu'elle exploite sur la commune de CASTETS.

Article 2 : Cette activité relève de la rubrique 1220-3 de la nomenclature des Installations Classées pour la protection de l'environnement.

Article 3 : L'installation sera située, installée et exploitée conformément aux plans et dossiers joints à la déclaration, sous réserve du strict respect des prescriptions ci-annexées.

Article 4 - MM. le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet de DAX, le Maire de la commune de CASTETS, l'inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à la Société « Les Salmonidés d'Aquitaine ».

21 FEV. 1996

MONT-de-MARSAN, le

LE PREFET,

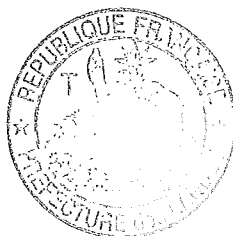
Destinataire :

Le Secrétaire Général

Jean-Marc FALCONE

Pour ampliation
Le Chef de Bureau,

C. TOUTON



N° 1220 - OXYGENE

(emploi et stockage d')

3 - La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t, mais inférieure à 200 t

A. - Dépôt destiné à assurer une alimentation en oxygène sous sa forme gazeuse

Le dépôt d'oxygène liquide est le lieu comprenant :

- l'aire de dépotage des véhicules livreurs ;
- l'ensemble des récipients fixes de stockage d'oxygène liquide, du matériel d'évaporation et des organes de contrôle reliés en service et montés à demeure pour assurer une alimentation en oxygène.

Il peut comprendre également un stockage d'oxygène gazeux à condition qu'il soit destiné exclusivement à pallier une défaillance éventuelle de l'évaporateur.

Le dépôt se termine à la vanne de départ des canalisations vers les lieux d'utilisation.

Prescriptions générales

1° Le dépôt sera situé et installé conformément au plan joint à la déclaration.

Tout projet de modification de ce plan devra, avant sa réalisation, faire l'objet d'une déclaration au commissaire de la République ;

2° L'installation devra être construite et équipée conformément aux dispositions du décret du 18 janvier 1943 modifié portant règlement sur les appareils à pression de gaz et des textes pris pour son application.

Les installations qui n'entrent pas dans le champ d'application du décret du 18 janvier 1943 devront néanmoins être construites et équipées conformément aux dispositions de ce décret et des textes pris pour son application ;

3° Le dépôt devra être implanté soit en plein air soit sous simple abri ;

4° Il est interdit d'utiliser le dépôt à un autre usage que celui de l'oxygène ;

5° Le sol de l'ensemble du dépôt devra être construit en matériaux inertes vis-à-vis de l'oxygène et non poreux, tels que le béton de ciment ;

6° La disposition du sol du dépôt devra s'opposer à tout épanchement éventuel d'oxygène liquide dans les zones où il présenterait un danger ;

7° Le dépôt, à l'exception de l'aire de dépotage du véhicule livreur, devra être entouré par une clôture construite en matériaux incombustibles, totalement ou partiellement grillagée, d'une hauteur minimale de 1,75 mètre.

L'aire de dépotage du véhicule livreur devra être matérialisée sur le sol ;

8° La clôture ne devra pas, par sa conception, empêcher la ventilation correcte du dépôt ;

9° Cette clôture devra être implantée à une distance des installations du dépôt telle qu'elle ne gêne pas la libre circulation pour la surveillance et l'entretien de ces installations ;

10° La clôture devra être pourvue d'une porte au moins, construite en matériaux incombustibles, s'ouvrant vers l'extérieur.

Cette porte devra être fermée à clef en dehors des besoins du service ;

11° La clôture du dépôt devra être distante d'au moins 5 mètres :

- des ouvertures des caves, des fosses, trous d'homme, passages de câbles, caniveaux ou regards ;
- d'un immeuble habité ou occupé par des tiers ;
- d'un dégagement accessible aux tiers ou d'une voie publique ;
- d'un bâtiment construit en matériaux combustibles, de tout dépôt de matières combustibles ou comburantes et de toute activité classée pour risque d'incendie ou d'explosion.

Cette distance ne sera pas exigible si le dépôt est séparé du dégagement accessible aux tiers, de la voie publique, du bâtiment construit en matériaux combustibles, du dépôt de matières combustibles ou comburantes ou de l'activité classée pour risque d'incendie ou d'explosion, par un mur plein sans ouverture, construit en matériaux incombustibles et de caractéristiques coupe-feu de degré 2 heures, d'une hauteur minimale de 3 mètres.

En tout état de cause, ce mur devra avoir une disposition, une longueur et une hauteur telles qu'il assure une protection efficace du dépôt d'oxygène liquide ;

12° Aucune canalisation de transport de liquide ou de gaz inflammables ne devra se situer à moins de 5 mètres du dépôt ;

13° L'emplacement du dépôt devra être tel que la chute éventuelle de conducteurs électriques pouvant se trouver à proximité ne risque pas de provoquer de dégâts aux installations du dépôt ;

14° Les consignes de l'établissement relatives à la protection contre l'incendie devront traiter en particulier le cas du dépôt.

On devra disposer à proximité immédiate du dépôt, mais en dehors de la clôture, d'au moins :

- un extincteur à poudre ou à eau pulvérisée de 9 kilogrammes si la capacité du dépôt est inférieure ou égale à 10 000 litres (1) ;
- un extincteur à poudre et un extincteur à eau pulvérisée de 9 kilogrammes chacun si la capacité du dépôt est supérieure à 10 000 litres mais inférieure ou égale à 20 000 litres ;

(1) Les capacités sont données en litres d'oxygène à l'état liquide, un litre d'oxygène liquide représente 850 litres d'oxygène gazeux à 15°C et à la pression de 1 013 millibars.

- un extincteur à poudre de 9 kilogrammes et un robinet d'incendie d'un type normalisé armé en permanence si la capacité du dépôt est supérieure à 20 000 litres mais inférieure ou égale à 50 000 litres ;
- deux extincteurs à poudre de 9 kilogrammes chacun, deux robinets d'incendie d'un type normalisé armés en permanence et une bouche d'incendie de 100 millimètres d'un type normalisé (ou une réserve d'eau de 125 mètres cubes) située à moins de 100 mètres du dépôt si la capacité de ce dernier est supérieure à 50 000 litres.

Le personnel devra être initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie ;

15° La surveillance du dépôt devra être assurée par un préposé responsable ; une consigne écrite devra indiquer la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident et la façon de prévenir le préposé responsable. Cette consigne devra être affichée en permanence et de façon apparente et inaltérable ;

16° Une consigne devra préciser les modalités de l'entretien du dépôt. Elle devra être affichée en permanence et de façon apparente et inaltérable ;

17° L'emploi de tout métal non ductile, à la température minimale d'utilisation, pour les canalisations, raccords, vannes et autres organes d'équipement est interdit ;

18° L'emploi d'huiles, de graisses, de lubrifiants ou de chiffons gras et d'autres produits non compatibles avec l'oxygène est interdit à l'intérieur du dépôt ;

19° Tout rejet de purge d'oxygène devra se faire à l'air libre et, dans tous les cas, selon une orientation, en un lieu et à une hauteur suffisante pour qu'il n'en résulte aucun risque ;

20° Il est interdit de provoquer ou d'apporter à l'intérieur de la clôture du feu sous une forme quelconque et d'y fumer.

Cette interdiction devra être affichée de façon apparente au voisinage immédiat de la porte de la clôture.

Toutefois, pour des raisons motivées, l'exploitant pourra accorder des autorisations expresses, prises cas par cas, de provoquer ou d'apporter du feu à l'intérieur de la clôture. Celles-ci devront être accompagnées de mesures particulières de sécurité.

Ces autorisations ainsi que les motifs devront être mentionnés sur un registre tenu en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées ;

21° Pendant l'opération de dépotage, il est interdit de provoquer ou d'apporter du feu sous une forme quelconque et de fumer sur l'aire de dépotage et dans un rayon de cinq mètres autour de cette aire et de la clôture, ou jusqu'à un mur plein sans ouverture, construit en matériaux incombustibles et de caractéristiques coupe-feu de degré deux heures, d'une hauteur minimale de trois mètres.

En tout état de cause, ce mur devra avoir une disposition, une longueur et une hauteur telles qu'il assure une protection efficace du dépôt d'oxygène liquide.

Cette interdiction devra être matérialisée de façon apparente soit par des panneaux fixes, soit par des panneaux mobiles placés par les préposés aux opérations de dépotage ;

22° L'aire de dépotage devra être aussi éloignée que possible d'une voie ou d'un terrain public et permettre une libre circulation des préposés au dépotage entre le véhicule livreur et le dépôt ;

23° Pendant l'opération de dépotage, les vannes du véhicule livreur devront être situées au-dessus de l'aire de dépotage ;

24° Pendant l'opération de dépotage, le camion livreur devra être stationné en position de départ en marche avant ;

25° Pour les dépôts installés à l'intérieur des usines productrices d'oxygène liquide, par exception aux dispositions du 7°, la clôture ne sera pas exigible si l'établissement est lui-même efficacement clôturé.

Les distances d'éloignement prescrites au 11° devront être calculées à compter d'une ligne tracée sur le sol, matérialisant la clôture ;

26° L'installation électrique sera entretenue en bon état ; elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'équipement électrique des installations pouvant présenter un risque d'explosion doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion (J.O. - N.C. du 30 avril 1980) ;

27° Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être muni d'une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 p. 100 de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 p. 100 de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à la pression des fluides ;

28° Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident, tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou les milieux naturels (rivières, lacs, etc.). Leur évacuation éventuelle après accident devra être conforme aux prescriptions de l'instruction du ministre du commerce en date du 6 juin 1953 (J.O. du 20 juin 1953) relative à l'évacuation des eaux résiduaires des établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

29° Les déchets et résidus produits par les installations seront stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envois, infiltrations dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les déchets industriels seront éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre de la loi du 19 juillet 1976, dans des conditions nécessaires pour assurer la protection de l'environnement. L'exploitant sera en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées.

B. - Dépôt destiné à assurer une alimentation en oxygène sous forme liquide

Le dépôt d'oxygène est le lieu comprenant :

- l'aire de dépotage des véhicules livreurs ;
- l'aire de remplissage des véhicules ;
- l'ensemble des récipients fixes de stockage d'oxygène liquide, des pompes, des organes de contrôle ou autres accessoires reliés en service et montés à demeure pour assurer une alimentation en oxygène liquide.

Le dépôt se termine à la vanne de départ des canalisations vers les lieux d'utilisation.

Prescriptions générales.

B. - 1. Dépôts de capacité inférieure à 125 000 litres.

30° Ces dépôts devront satisfaire aux prescriptions générales 1° à 29° ci-dessus relatives aux dépôts destinés à alimenter une installation en oxygène sous sa forme gazeuse ;

31° Si des opérations de transvasement sont pratiquées à l'intérieur de la clôture ou dans un rayon de 5 mètres de cette dernière :

- les transvasements devront être effectués à l'aide de dispositifs appropriés par un personnel compétent spécialement désigné par l'exploitant ;
- l'interdiction de provoquer ou d'apporter du feu ou de fumer prescrite au 20° devra être étendue pendant les transvasements à la zone située dans un rayon de cinq mètres du point de transvasement. L'exploitant du dépôt devra être en mesure de justifier des moyens dont il dispose pour faire respecter cette interdiction.

B. - 2. Dépôts de capacité supérieure ou égale à 125 000 litres.

32° Ces dépôts devront satisfaire aux prescriptions 1° à 4°, 6° à 10°, 13° à 19°, 22°, 26°, 27°, 28° et 29° ci-dessus, relatives aux dépôts destinés à alimenter une installation en oxygène sous sa forme gazeuse ;

33° Le sol de l'ensemble du dépôt devra être construit en matériaux inertes vis-à-vis de l'oxygène ;

34° Le sol des aires de dépotage ou de remplissage des véhicules devra être construit en matériaux inertes vis-à-vis de l'oxygène et non poreux, tels que le béton de ciment ;

35° Les récipients d'oxygène liquide devront être associés à une cuvette de rétention susceptible de recueillir efficacement un écoulement accidentel d'oxygène liquide.

La capacité de la cuvette de rétention devra être au moins égale à la moitié de la plus grande enceinte contenue.

La cuvette devra être conçue et réalisée de façon à faciliter l'évaporation de l'oxygène liquide éventuellement répandu et à assurer l'évacuation des eaux de toute origine qu'elle pourrait contenir ;

36° Pour les dépôts installés à l'intérieur des usines productrices d'oxygène liquide, par exception aux dispositions du 7°, la clôture ne sera pas exigible si l'établissement est lui-même efficacement clôturé ;

37° Une zone de sécurité dont les limites devront être tracées de façon apparente sur le sol devra être constituée ;

38° Cette zone devra comprendre :

- le dépôt d'oxygène liquide ;
- les aires pour le dépotage et le remplissage des camions ;
- une bande de 1 mètre autour du dépôt d'oxygène liquide ;
- une bande de 5 mètres autour des aires pour le dépotage et le remplissage des camions ;
- les zones où l'oxygène liquide est susceptible de s'écouler en cas d'épandage éventuel ;

39° La limite de la zone de sécurité devra être distante d'au moins :

- 5 mètres des canalisations de transport de liquides ou de gaz inflammables, des ouvertures de caves, des fosses, trous d'hommes, passages de câbles, caniveaux ou regards ;
- 10 mètres de la limite de propriété ;
- 15 mètres des activités classées en déclaration pour le risque d'incendie ou d'explosion, des bâtiments construits en matériaux combustibles, des dépôts de matières combustibles, des lignes de chemin de fer parcourues par des trains de voyageurs et des voies publiques ;
- 30 mètres des activités classées en autorisation pour le risque d'incendie ou d'explosion ;

40° Le matériel de lutte contre l'incendie défini au 14° devra être disposé à proximité immédiate du dépôt mais en dehors de la zone de sécurité ;

41° Il est interdit de provoquer ou d'apporter, à l'intérieur de la zone de sécurité, du feu sous une forme quelconque et d'y fumer.

Cette interdiction devra être affichée de façon apparente autour de cette zone.

Toutefois, pour des raisons motivées, l'exploitant pourra accorder des autorisations expresses, prises cas par cas, de provoquer ou d'apporter du feu à l'intérieur de la zone de sécurité. Celles-ci devront être accompagnées de mesures particulières de sécurité.

Ces autorisations ainsi que les motifs devront être mentionnés sur un registre tenu en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées ;

42° Pendant les opérations de dépotage ou de remplissage, le véhicule devra être stationné en position de départ en marche avant ;

43° Des équipements de protection individuelle efficace contre l'oxygène liquide devront être disponibles à proximité immédiate du dépôt ;

44° Le personnel devra être familiarisé avec l'usage de ce matériel, qui devra être maintenu en bon état.

Hygiène et sécurité des travailleurs.

L'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) (parties législative et réglementaire) du code du travail et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

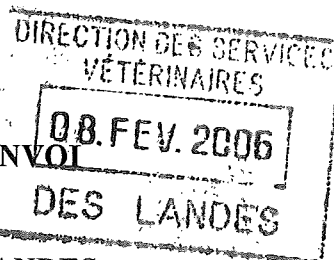
**PREFECTURE
des LANDES**

**DIRECTION DE
L'ADMINISTRATION
GENERALE ET DE LA
REGLEMENTATION**

BORDEREAU D'ENVOI

LE PREFET DES LANDES

à



206/543.

C.V

☎ : 05.58.06.59.15
Dossier suivi par
Bernadette LAILHEUGUE

M. le Directeur Départemental des Services Vétérinaires

Castets

DESIGNATION DES PIECES	NOMBRE	OBSERVATIONS
Activité exploitée par la Sté Les Viviers de France AP portant autorisation d'épandage des lisiers piscicoles sur terres agricoles Notifiés le 3/2/2006	4	Transmis pour information

Fait à MONT-de-MARSAN, le
Pour le Préfet, la Chef de Bureau

27 JAN. 2006

Francine DELIEUX



Direction de l'Administration
Générale et de la Réglementation
2^{ème} Bureau
Tél. : 05.58.06.59.15
PR/DAGR/2006/ n° 39

ARRETE PREFECTORAL DE PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

LE PRÉFET DES LANDES
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L 511-1, L 512-1 et suivants,

VU la loi n°92-3 du 03 janvier 1992 sur l'eau,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,

VU le décret n°93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à l'autorisation ou de déclaration en application de l'article 10 de la loi n°92-3 du 03 janvier 1992 sur l'eau,

VU le décret n°93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation ou de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n°92-3 du 03 janvier 1992 sur l'eau,

VU l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées soumises à autorisation,

VU l'arrêté préfectoral du 14 février 1996 portant autorisation d'exploiter une pisciculture à CASTETS DES LANDES par la S.A. Les Viviers de France,

VU la demande présentée par la S.A. Les Viviers de France en vue d'obtenir l'autorisation de procéder à l'épandage des lisiers de truites des piscicultures de Castets des Landes, Mézos, Lévigacq et Saint-Julien en Born, sur les communes de Castets des Landes, Mézos, Lévigacq, Saint-Julien en Born, Escource, Mimizan et Saint-Paul en Born,

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 9 novembre 2005,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 6 décembre 2005,

Considérant que le plan d'épandage est correctement proportionné,

Sur la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Landes,

ARRETE

Article 1 : Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 14 février 1996 portant autorisation d'exploiter une pisciculture à CASTETS DES LANDES par la S.A. Les Viviers de France, sont ainsi complétées.

DISPOSITIONS GENERALES

Article 2 : La société Viviers de France, dont le siège social est à Castets, est autorisée à épandre en valorisation agricole les lisiers de truites issus de la pisciculture de CASTETS.

Article 3 : Ces opérations d'épandage relèvent de la rubrique 5-5-0 du décret du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n°92-3 du 03 janvier 1992 sur l'eau.

Article 4 : Ces lisiers peuvent être épandus en valorisation agricole sous réserve du respect des normes et des dispositions fixées dans cet arrêté.
La nature, les caractéristiques et les quantités de lisiers destinées à l'épandage doivent être telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au minimum.

Article 5 : L'épandage fait l'objet de conventions ou de contrats établissant les engagements et leur durée entre la société Viviers de France et le prestataire éventuel chargé de l'épandage et entre la société Viviers de France et les agriculteurs concernés.
Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 6 : L'épandage est autorisé sur les parcelles listées au tableau de l'annexe I du présent arrêté. Cependant, aucun épandage n'est autorisé pendant un délai de un an à compter de la notification du présent arrêté, sur les parcelles situées sur la commune de Mimizan section C n° 234, 240 et 246.

MODALITES D'EPANDAGE

Article 7 : Les périodes d'épandage et les quantités épandues doivent être adaptées de manière à :

- assurer l'apport des éléments utiles aux sols ou aux cultures sans excéder les besoins, compte-tenu des apports de toute nature, y compris les engrais, amendements et supports de culture,
- empêcher la stagnation prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, et une percolation rapide,
- empêcher l'accumulation dans le sol de substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou de présenter un risque écotoxique,
- empêcher le colmatage du sol.

Article 8 : L'épandage des lisiers respecte les distances et délais minima prévus au tableau suivant :

Nature des activités à protéger	Distance minimale	Domaine d'application
Puits, forages, sources, aqueducs transitant des eaux destinées à la consommation humaine en écoulement libre, installations souterraines ou semi-enterrées utilisées pour le stockage des eaux, que ces dernières soient utilisées pour l'alimentation en eau potable ou pour l'arrosage des cultures maraîchères	50 mètres	Cas général
Cours d'eau et plans d'eau	35 mètres des berges 1000 mètres des berges	Cas général Ruisseaux de Saint Julien en Born (arrêté municipal)
Fossés de drainage	5 mètres des berges	
Lieux de baignade	200 mètres	
Sites d'aquaculture (piscicultures et zones conchylicoles)	500 mètres	
Habitation ou local occupé par les tiers, zones de loisirs et établissements recevant du public	50 mètres 100 mètres	Injection directe dans les sols Cas général

L'épandage est en outre interdit :

- pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou abondamment enneigé,
- pendant les périodes de forte pluviométrie et pendant celles où il existe un risque d'inondation,
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies :
 - sur des terrains à forte pente (plus de 7 %)
 - à l'aide de dispositifs d'aéro-aspiration qui produisent des brouillards fins.

L'épandage se fait au moyen d'une tonne à lisier avec injection directe dans les sols.
Aucun stockage sur les parcelles d'épandage n'est autorisé : les épandages doivent être réalisés sans délai.

CONCENTRATIONS MAXIMALES ADMISSIBLES

Article 9 : Concentrations maximales admissibles dans les sols

Les lisiers ne peuvent être épandus si les teneurs en éléments-traces métalliques dans les sols dépassent l'une des valeurs limites figurant au tableau suivant :

Eléments traces dans les sols	Valeurs limites (mg/kg MS)
Cadmium	2
Chrome	150
Cuivre	100
Mercure	1
Nickel	50
Plomb	100
Zinc	300

Article 10 : Concentrations maximales admissibles dans les lisiers

Les lisiers doivent avoir des teneurs en éléments-traces métalliques et composés-traces organiques dont les valeurs limites sont fixées dans les tableaux suivants :

Eléments-traces métalliques	Valeur limite dans les lisiers (mg/kg MS)	Flux cumulé maximum apporté par les lisiers en 10 ans (g/m ²)
Cadmium	10	0.015
Chrome	1000	1.5
Cuivre	1000	1.5
Mercure	10	0.015
Nickel	200	0.3
Plomb	800	1.5
Zinc	3000	4.5

Composés-traces organiques	Valeur limite dans les lisiers (mg/kg MS)	Flux cumulé maximum apporté par les lisiers en 10 ans (mg/m ²)
Total des principaux PCB (*)	0.8	1.2
Fluoranthène	5	7.5
Benzo(b)fluoranthène	2.5	4
Benzo(a)pyrène	2	3
(*) PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153, 180		

Article 11 : Les lisiers ne doivent pas être épandus sur des sols dont le pH avant épandage est inférieur à 6, sauf lorsque les trois conditions suivantes sont simultanément remplies :

- Le pH du sol est supérieur à 5,
- La nature des lisiers peut contribuer à remonter le pH du sol à une valeur supérieure ou égale à 6,
- Le flux cumulé maximum des éléments apportés aux sols est inférieur aux valeurs du tableau suivant :

Eléments-traces métalliques	Flux cumulé maximum apporté par les lisiers en 10 ans (g/m ²)
Cadmium	0.015
Chrome	1.2
Cuivre	1.2
Mercure	0.012
Nickel	0.3
Plomb	0.9
Zinc	3

Article 12 : Doses d'apport

La dose d'apport est déterminée en fonction :

- du type de culture et de l'objectif réaliste de rendement ;
- des besoins des cultures en éléments fertilisants disponibles majeurs, secondaires et oligo-éléments, tous apports confondus ;
- des teneurs en éléments fertilisants dans le sol, dans les boues et dans les autres apports ;
- des teneurs en éléments ou substances indésirables des boues à épandre ;
- de l'état hydrique du sol ;
- de la fréquence des apports sur une même année ou à l'échelle d'une succession de cultures sur plusieurs années.

Pour l'azote, ces apports (exprimés en N global), toutes origines confondues, ne dépassent pas les valeurs suivantes :

- sur prairies naturelles ou sur prairies artificielles en place toute l'année et en pleine production : 350 kg/ha/an ;
- sur les autres cultures (sauf légumineuses) : 200 kg/ha/an ;
- sur les cultures de légumineuses : aucun apport azoté.

Les ouvrages permanents d'entreposage des boues sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable. En dehors des périodes où l'épandage est possible, les lisiers sont stockés dans des conditions permettant une autonomie de stockage de 10 mois.

Article 13 : Stockage des déchets

La pisciculture de Castets dispose d'une capacité de stockage des lisiers égale à un volume de 150 m³. Le système d'épuration mis en place pour retenir les matières en suspension consiste en un filtre rotatif.

Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont conçus pour empêcher l'accès aux tiers non autorisés.

Toute modification portée au système d'épuration de la pisciculture devra faire l'objet au préalable d'une déclaration à la Préfecture des Landes.

Article 14 : Toute modification dans le processus de fabrication pouvant entraîner une modification notable de la valeur agronomique des lisiers devra être signalée à l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement. Il sera tenu compte de ce changement de valeur agronomique dans le plan d'épandage.

PROGRAMME PREVISIONNEL

Article 15 : Un programme prévisionnel annuel d'épandage et de livraison sera établi, en accord avec les exploitants agricoles, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées.

La constitution de ce programme prévisionnel sera précédée d'une vérification de l'évolution du périmètre d'épandage pour tenir compte de nouvelles contraintes, comme les captages AEP ou le remembrement de parcelles. Il sera tenu compte également des conclusions du bilan annuel des épandages précédents.

Le programme prévisionnel sera prévu de manière à favoriser au maximum le déstockage des déchets sans qu'il ne puisse apparaître de dépassement en quantité des doses d'apports.

Le programme prévisionnel détaillé comprend :

- la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne, leur surface, la dose préconisée, ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'interculture) sur ces parcelles ;
- une caractérisation des déchets à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique, ...) ;
- les préconisations spécifiques d'utilisation des déchets (calendrier et doses d'épandage par unité culturale...) ;
- l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage.
- une analyse des sols sera réalisée tous les cinq ans au minimum (ou après dix épandages sur la même parcelle), portant sur les paramètres suivants, choisis en fonction de l'étude préalable :
 - Granulométrie,
 - Matière organique (en %),
 - pH,
 - Azote global, Azote ammoniacal (en NH_4),
 - Rapport C/N,
 - Phosphore total (en P_2O_5 échangeable), Potassium total (en K_2O échangeable), Calcium total (en CaO échangeable), Magnésium total (en MgO échangeable),
 - Oligo-éléments (B, Cu, Fe, Mn, Zn) .

Le programme prévisionnel doit tenir compte de la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale ou lors du bilan annuel précédent prévu au paragraphe.

Ce programme prévisionnel est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Il est transmis au Préfet avant le début de chaque campagne.

PLAN, BILAN ET SUIVI DE L'EPANDAGE

Article 16 : Cahier d'épandage

Un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées, est tenu à jour par l'exploitant. Il comporte au minimum les informations suivantes :

- les dates d'épandage ;
- les parcelles réceptrices et leur surface ;
- les quantités de déchets épandues par unité culturale ;
- les cultures pratiquées ;
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les déchets, avec les dates de prélèvement et de mesures et leur localisation sur un plan ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

Le producteur d'effluents doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des déchets produits (entreposage, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

Article 17 : Bilan annuel

Un bilan d'épandage est dressé annuellement.

Ce document comprend :

- les parcelles réceptrices ;
- le bilan qualitatif et quantitatif des déchets épandus ;
- l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale ;
- les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaire qui en découlent ;
- la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

Une copie du bilan d'épandage est adressée par le producteur des déchets au Préfet et aux agriculteurs concernés.

Article 18 : Suivi de la quantité et de la qualité des déchets

Les déchets à épandre sont à nouveau analysés lorsque des changements dans les procédés ou les traitements sont susceptibles de modifier leur qualité, en particulier leur teneur en éléments-traces et composés métalliques.

Ces analyses portent sur :

- Matière sèche (en %), matière organique (en %),
- pH,
- Azote global, Azote ammoniacal (en NH_4),
- Rapport C/N,
- Phosphore total (en P_2O_5), Potassium total (en K_2O), Calcium total (en CaO), Magnésium total (en MgO),
- Oligo-éléments (B, Co, Cu, Fe, Mn, Mo, Zn),
- Les éléments et substances chimiques susceptibles d'être présents dans les boues au vu de l'étude préalable,
- Les agents pathogènes susceptibles d'être présents dans les boues.

Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des déchets sont conformes aux dispositions des annexes VIIc et VIId de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.

Article 19 : Suivi des sols

Le laboratoire chargé des analyses effectue un échantillonnage des sols de chaque secteur et effectue les analyses sur l'échantillon obtenu. S'agissant de sols homogènes, cette méthode peut être acceptée.

Ces analyses portent sur :

- les éléments-traces métalliques suivants : Cadmium, Chrome, Cuivre, Mercure, Nickel, Plomb, Zinc ;
- les éléments de caractérisation de la valeur agronomique mentionnés ci-après :
 - Matières organiques (en %), pH,
 - Azote global : azote ammoniacal (en NH_4),
 - Rapport C/N,
 - Phosphore (en P_2O_5 échangeable), potassium (en K_2O échangeable) calcium (en CaO échangeable), magnésium (en MgO échangeable),
 - Oligo-éléments (B, Cu, Fe, Mn, Zn).

Les analyses visées précédemment seront entreprises :

- après l'ultime épandage sur une parcelle portant un point de référence, en cas d'exclusion de celle-ci du périmètre d'épandage ;
- au minimum tous les cinq ans (ou après dix épandages sur la même parcelle).

Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des sols sont conformes aux dispositions de l'annexe VII de l'arrêté du 2 février 1998.

Article 20 : Organisation du suivi du plan d'épandage

Une fiche récapitulative parcellaire est établie par l'organisme chargé du suivi du plan d'épandage et envoyée directement aux agriculteurs.

Une visite des parcelles épandues sera effectuée régulièrement.

Article 21 : En tant que de besoin, et en tout état de cause lorsqu'une anomalie aura été détectée lors des analyses de sols prévues au paragraphe supra ou lors d'un contrôle des eaux destinées à l'alimentation humaine, un contrôle périodique ou ponctuel de la qualité des eaux souterraines, à partir de points de prélèvements existants ou par aménagement de piézomètres, sur ou en dehors de la zone d'épandage selon le contexte hydrogéologique local, pourra être prescrit.

Article 22 : Tout projet de modification des installations devra être porté avant sa réalisation à la connaissance du Préfet, il fera l'objet d'une demande d'autorisation conformément aux dispositions du décret n° 77-1133 susvisé et des arrêtés pris en application.

Article 23 : La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers.

Article 24 : La présente décision ne peut être déférée qu'après du Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, de quatre ans pour les tiers.

Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 25 : Une copie du présent arrêté sera déposée à la Mairie de Castets des Landes.

Article 26 : Le Maire de Castets des Landes est chargé de faire afficher en Mairie, pendant une durée minimum d'un mois, un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise. Ce même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans les locaux de l'établissement.

Un avis sera inséré par mes soins et aux frais de la S.A. Les Viviers de France dans deux journaux locaux du département des Landes.

Article 27 : Le Secrétaire Général de la Préfecture des Landes, le Sous-Préfet de Dax, les Maires de Castets des Landes, Mézos, Lévigacq, Saint-Julien en Born, Escource, Mimizan et Saint-Paul en Born, l'Inspecteur des installations classées, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée la S.A. Les Viviers de France ainsi qu'à :

- M. le Directeur Départemental de l'Équipement
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement,
- M. le Chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine
- M. le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours
- M. le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Mont de Marsan, le 27 JAN. 2006

LE PREFET

Pour le Préfet :
Le Secrétaire Général.

Jean Jacques ROYER

ANNEXE I

ETAT RECAPITULATIF DES PARCELLES D'EPANDAGE

Exploitant agricole	Commune	Section cadastrale	Historique (Plan d'épandage)	N° Cadastre	Surface totale Etat culturel (Ha)	Surface après Etat culturel (Ha)
M. PRAT André	CASTETS	B	1	85, 86, 92, 93, 282, 296, 351	11,8	11,8
Mme NAULIBOIS Christiane	LEVIGNACQ	F	1	269-271, 277, 281, 286, 287, 294, 296, 297, 556, 564, 566, 568, 573	11,8	11,8
M. DAGREOU	LEVIGNACQ	P	2	266	1,0	0,95
		F	1	255, 256, 259-261, 265, 299-302, 305-314, 316, 323, 439, 525	23,1	23,01
		F	2	19-23	12,3	12,3
		C		5	5,49	5,49
M. LAPEYRE Pierre	SAINT JULIEN ENBORN MEZOS	AR	22	142, 148	6,47	6,47
		BD	9	125, 126, 127, 117, 118, 119, 121, 273	6,98	6,93
M. ALQUIER Ivan	MMIZAN	C	1	234 - 246	47	46,8
			2	240	9	8,85
SURFACE TOTALE					134,9	134,4

2006/39
27 JAN 2006

Pour le Préfet :
Le Secrétaire Général
Jean Jacques BOYER